



COMMUNIQUÉ INTERSYNDICAL

Face à la casse budgétaire de France Télévisions, mobilisons-nous !

La CGT, la CFDT, FO et le SNJ ont déposé un [préavis de grève](#) pour le **mercredi 23 septembre 2026, de 14h à minuit**, heure locale. Nos syndicats appellent les salarié·es à se mobiliser massivement partout en région et dans les Outre-mer. Et pour les Parisiens, à se retrouver à **17h devant le ministère de la Culture, à Paris, place Colette** (sous réserve de validation par la préfecture).

Depuis plusieurs années, France Télévisions traverse une crise budgétaire majeure. Après 150 millions d'euros d'économies en 2026, les annonces budgétaires pour 2027 sont de nouveau catastrophiques. **Delphine Ernotte a confirmé ce matin, lors d'une rencontre avec les organisations syndicales, 90 millions d'euros en moins** dans le prochain budget annuel. Les syndicats représentatifs lui ont redit qu'elle devait obtenir plus de financements auprès de ses interlocuteurs dans les ministères compétents. L'État nous impose des missions, à lui de les financer.

La PDG a dit qu'il n'y a pas de trésorerie, et pas de financement de l'État, pour mettre en œuvre un plan de départs. Elle compte tout de même réduire les effectifs en ne remplaçant qu'un départ sur deux. Cette année et en 2027. Les représentants des salariés exigent que ce projet de réduction d'effectifs fasse l'objet d'une information-consultation du CSE Central. **Dans cette attente, les syndicats maintiennent la suspension de la négociation de l'accord collectif.** Il n'est pas possible de mener une négociation loyale sans connaître les perspectives et les conséquences du projet.

Les rédactions, les activités de fabrication et les antennes régionales et ultramarines subissent de plein fouet ces plans successifs, alors que les besoins d'investissement, notamment numériques, ne cessent de croître. Cette trajectoire budgétaire mène vers de nouvelles suppressions de postes, une précarisation accrue de l'emploi et un affaiblissement durable du service public audiovisuel.

Face à cela, nous refusons le fatalisme. Ensemble, nous agissons pour préserver l'emploi, les activités, la qualité de l'information, le pluralisme, la diversité des programmes et la présence de France Télévisions sur l'ensemble du territoire.

France Télévisions appartient à celles et ceux qui la font vivre, et à tou.te.s les citoyen.ne.s. **Le 23 septembre, faisons entendre une seule voix devant le ministère de la Culture à partir de 17h pour exiger :**

- **Un financement à la hauteur de nos missions** : un engagement ferme sur le budget 2027 et des garanties concrètes, dans le cadre d'un plan de financement pluriannuel ;
- **L'emploi d'abord** : le renoncement à tout plan de suppression de postes et de restructuration ;
- **Un service public fort et présent partout** : de la fabrication aux antennes régionales et ultramarines, avec les moyens d'informer, de produire et de fabriquer des programmes de qualité.

Paris, le 22 septembre 2026